

pouvoir ouvrier



N° hors série 10 F

Manifeste du Congrès International de la L.I.C.R.



- 3 Introduction
- 4 Pourquoi les Etats staliniens se sont-ils effondrés ?
- 6 Les contradictions fatales du capitalisme
- 7 L'effondrement du « nouvel ordre mondial »
- 8 La crise de direction renouvelée
- 10 Le centrisme
- 12 Conclusion

Ce numéro spécial hors série de Pouvoir Ouvrier est consacré au manifeste adopté par notre organisation internationale, la Ligue pour une Internationale Communiste Révolutionnaire (LICR), lors de son quatrième congrès international, en août 1997.



POUVOIR OUVRIER est la section française de la LICR (Ligue pour une Internationale Communiste Révolutionnaire), qui comprend le Groupe Arbeitermacht (Allemagne), Arbeiter Standpunkt (Autriche), Arbetarmakt (Suède), l'Irish Workers Group (Irlande), Workers Power (Australie), Workers Power (Grande-Bretagne), et Workers Power (Nouvelle Zélande).

Nos publications

Pouvoir Ouvrier

PO44 — Algérie, Privatisation, PCF
PO43 — Russie, Renault 1947, Turquie
PO42 — L.O., Vilvorde, les législatives
PO41 — FN, Syndicats, femmes, Afrique
10€ le numéro

Nos brochures

Le marxisme et la libération des femmes (20 F)
La Quatrième Internationale 1940-1953 (30 F)
L'agonie du lamberisme ? (10 F)
Thèses en défense du trotskysme (10 F)
La grève de novembre-décembre (10 F)
La lutte des classes aujourd'hui (15 F)

Notre bulletin pour la jeunesse
Révolution (2 F)

Notre programme international
Le manifeste trotskyste (35 F)

Envoyez votre cheque à :
PO, BP54-25, 75811 Paris Cedex 17

La presse de la LICR

En anglais

Trotskyist International (revue de la LICR)
Workers Power (mensuel britannique)
Class Struggle (revue irlandaise)
Workers Power (bimestriel néo-zélandais)
Workers Power (bimestriel australien)

En espagnol

Guia (revue de la LICR)

En allemand

Revolutionäre Marxismus (revue de la LICR)
ArbeiterStandpunkt (mensuel autrichien)
Arbeitermacht (revue allemande)

En suédois

Arbetarmakt (revue suédoise)

Pour se procurer ces publications, écrire à :
LICR, BCM 7750, London WC1N 3XX,
Angleterre

Abonnez-vous!

Nous proposons à nos lecteurs deux formules d'abonnement :

Abonnement d'un an à Pouvoir Ouvrier
(6 numéros) : 60 F
Abonnement d'un an à PO, à Révo et
aux brochures : 100 F

Nom.....

Adresse

Envoyez votre cheque à :

PO, BP54-25, 75811, Paris Cedex 17

Introduction

Le XXème siècle s'achève dans le chaos. Partout dans le monde, les signes manifestes d'une reprise de la lutte des classes sont perceptibles. En Corée du Sud, un mouvement de grève de masse s'est opposé aux tentatives qui visaient à rendre plus « flexible » le travail dans l'Est asiatique, au profit du capital multinational. En Albanie, les masses en armes se sont soulevées contre les maux de la restauration capitaliste. En Serbie, trois mois de manifestations quotidiennes ont obligé le stalinien Milosevic à revenir sur sa fraude électorale.

En Amérique latine, des manifestations de masse et des grèves générales ont répondu à la tentative des gouvernements néo-libéraux d'imposer l'austérité et les attaques dictées par le FMI. Aux USA la grève générale de 185.000 camionneurs d'UPS annonce une remontée ouvrière au sein même de la citadelle impérialiste.

Partout en Europe, des grèves, des blocages de routes et de ports, d'énormes manifestations ont répondu aux tentatives visant à faire payer aux travailleurs les frais de l'union monétaire proposée par l'Union Européenne. En 1995 et 1996, les travailleurs français ont obligé le gouvernement et les patrons à reculer.

En Allemagne, les travailleurs de l'industrie ont infligé une défaite cinglante à leurs patrons alors que ces derniers tentaient d'attaquer les droits à la retraite. En Grèce et en Belgique, les travailleurs sont descendus dans la rue afin de combattre les réductions d'emplois et les coupes budgétaires. En Grande Bretagne, la grève des dockers de Liverpool, qui durent depuis deux ans, a entraîné des actions de solidarité partout dans le monde.

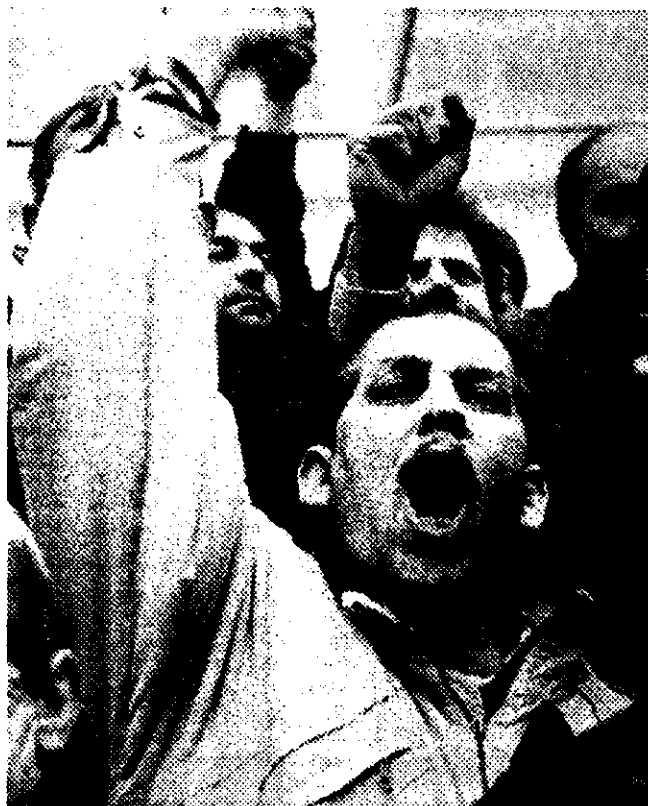
Le pessimisme de ceux pour qui l'effondrement des dictatures stalinienne en Europe de l'Est marquait « la fin du socialisme » et pour qui la lutte de classe était devenue un concept anachronique, apparaît aujourd'hui à tous comme une erreur profonde.

Le capitalisme n'est capable ni d'assurer une existence économique décente à la majorité de la population, ni d'assurer de nouveaux droits démocratiques et syndicaux, même dans l'Europe occidentale. A maintes reprises le capitalisme en a fait la démonstration dans le « Tiers Monde ». Aujourd'hui, cette réalité apparaît dans toute son horreur aux travailleurs de l'Europe de l'Est et de l'ex-Union soviétique.

C'est cette réalité fondamentale qui génère les luttes de classes — et qui le fera encore et encore, jusqu'à ce que la classe ouvrière mette fin au capitalisme lui-même. Mais tant que la classe ouvrière ne se sera pas dotée d'une direction politique capable de conduire ses luttes inévitables vers le renversement des Etats et des machines militaires qui perpétuent l'inégalité et l'injustice, les défaites sont probables.

Le cours des événements révolutionnaires en Europe de l'Est et en URSS après 1989 le prouve. Des millions de travailleurs et d'étudiants ont défilé au début de cette décennie dans les rues des capitales de l'Europe de l'Est et de l'URSS. Ces mouvements ont mis fin à des décennies de dictature stalinienne. Tous les révolutionnaires véritables se sont réjouis de l'effondrement de ces monstruosités totalitaires et bureaucratiques.

Mais, en moins d'un an, de nouveaux gouvernements



prenaient le pouvoir et engageaient la restauration du capitalisme. Parfois, comme en Pologne ou en Tchécoslovaquie, ces régimes ont été dirigés par d'anciens dissidents ; ailleurs, comme dans les Balkans, ils ont été dominés par des sections de l'ancienne bureaucratie.

Rapidement, le système de planification étatique et le monopole du commerce extérieur ont été démantelés. Usines, magasins et banques ont été privatisés, conduisant, par des voies différentes, à leur appropriation privée par une poignée de grandes entreprises financières ou sociétés multinationales impérialistes. On disait que le mal ne durerait pas longtemps et que les acquis seraient énormes.

Ce n'était qu'un mensonge. Le processus de restauration capitaliste a produit des crises économiques aussi graves ou pires que celle du capitalisme dans les années 30. Les salaires ont été détruits par l'hyperinflation, les réduisant au niveau des années 50 ; en quelques mois, l'épargne de toute une vie a été détruite. Les systèmes de plein emploi, de sécurité sociale, de santé, de crèches et d'éducation gratuites furent brutalement anéantis. Avec les nouveaux rapports marchands, le crime organisé est en pleine expansion. Ainsi le « remède » capitaliste aux échecs de la planification stalinienne s'est révélé être encore pire que la maladie.

Ce ne sont pas les seules attaques que les travailleurs du monde entier aient eu à subir dans la dernière période. Déjà, au milieu des années 70, les gouvernements de certains Etats impérialistes commencèrent à s'attaquer aux acquis ouvriers. C'était la fin du boom d'après guerre, qui a jeté les bases économiques des rivalités montantes entre les blocs impérialistes. Dans les années 80, des gouvernements néo-libéraux sont arrivés au pouvoir armés d'un programme prônant la dérégulation et la réduction du rôle de l'Etat. Au début des années 90, plusieurs gouvernements des pays impérialistes et semi-coloniaux ont adopté une politique de réduction d'impôts et de dérégulation.

Dans les semi-colonies, le FMI a dicté des programmes sauvages d'ajustement structurel, mettant fin aux mesures qui protégeaient l'industrie nationale et limitaient l'investissement et le rapatriement des profits par les grandes sociétés multinationales.

Dans plusieurs pays impérialistes, les gouvernements néo-libéraux ont attaqué les syndicats et les droits syndicaux. Ils ont encouragé ou obligé des industries entières à la banqueroute ou à des licenciements massifs. Ils ont déplacé la production vers des régions où les salaires étaient plus bas et les traditions syndicales plus faibles ou inexistantes.

Au milieu des années 90, ils ont réussi à l'échelle mondiale à augmenter la part des profits par rapport aux salaires et à infliger des défaites sérieuses à la classe ouvrière organisée. Aujourd'hui, le chômage de masse caractérise tous les secteurs de l'économie mondiale. Plusieurs pays, qui par le passé avaient une organisation syndicale puissante, l'ont vu s'affaiblir après des décennies de croissance qui semblait éternelle.

Pris dans leurs ensemble, l'effondrement du stalinisme, et les reculs syndicaux et politiques infligés dans d'autres pays ont poussé les agents de la bourgeoisie à proclamer « la fin de l'Histoire ». Ils ont salué le « Nouvel ordre mondial » — une paix sociale et internationale permanente, basée sur le capitalisme, la démocratie bourgeoise et l'hégémonie sans partage des USA.

Ils pensaient que le spectre de la lutte des classes et du communisme avait été exorcisé pour toujours. Le chœur des dirigeants des partis réformistes de masse — staliniens et sociaux-démocrates — et des bureaucraties syndicales les y aidèrent en se faisant l'écho de leur propagande.

En Occident, les partis communistes officiels ont rapidement abandonné les symboles du communisme en faveur du « socialisme démocratique » (c-à-d de la social-démocratie). A leur tour, les partis travaillistes et sociaux-démocrates ont repris cette évolution droitière, affirmant leur fidélité au marché, abandonnant la nationalisation et l'intervention étatique, et se posant comme des agents d'une contre-réforme des systèmes de garantie sociale « gigantesques ».

Les fragments et les miettes de la Quatrième Internationale ont aussi montré leur incapacité à « nager contre le courant », niant la distinction entre réforme et révolution, abandonnant les termes de classe et le marxisme pour le langage mensonger des droits de l'homme et de la démocratie sans contenu de classe.

Le projet socialiste est-il mort en 1989 ? L'économie planifiée et la tentative de dépasser le marché sont-elles une utopie — voire une utopie réactionnaire ? La nationalisation, la gratuité de l'éducation et de la santé, des retraites et des salaires décents, la sécurité de l'emploi sont-ils des chimères ? La globalisation du capitalisme est-elle indomptable ? Les communistes doivent-ils aujourd'hui « cacher leurs objectifs » et se présenter comme des populistes, des démocrates sans contenu de classe ou des écologistes ?

A toutes ces questions, la LICR répond clairement et nettement : « Non ! » Les victoires réelles mais temporaires du capitalisme sont bâties sur du sable ; déjà, les fondations du nouvel ordre mondial se fissurent et s'affaissent ; déjà, de nouveaux soulèvements se préparent.

Les révolutionnaires n'ont que peu de temps pour se préparer aux explosions qu'engendre la nouvelle période de guerres et de révolutions ouverte en 1989. Le véritable legs de

la révolution d'Octobre et de ses dirigeants nous fournit les outils indispensables pour y répondre.

Pourquoi les Etats staliniens se sont-ils effondrés ?

Les Etats dans lesquels s'est déroulé le grand mouvement révolutionnaire de 1989 et de 1990 se qualifiaient de sociétés socialistes. Les impérialistes l'affirmaient également à qui voulait l'entendre. Quelle imposture ! Ils étaient en fait des Etats ouvriers dégénérés, où les moyens de production socialisés se trouvaient en contradiction fondamentale avec la bureaucratie parasitaire et totalitaire.

Ces pays ignoraient les éléments fondamentaux du socialisme ; un Etat réduit basé sur des conseils ouvriers démocratiques et la population armée, ou un « demi-Etat » comme le disait Lénine où l'égalité sociale ne cesse de croître.

Des Etats réellement socialistes auraient aidé la révolution prolétarienne à l'échelle internationale, et n'auraient pas subordonné les mouvements ouvriers des autres pays à la défense de leur Etat et de leurs bureaucraties comme l'ont fait l'URSS et ses satellites.

En contradiction totale avec la démocratie ouvrière, une bureaucratie toute-puissante étouffait toute auto-administration démocratique par les masses. D'énormes privilèges, une corruption scandaleuse et une mauvaise direction économique ont fait en sorte que dans ces pays la voie vers le socialisme était bloquée.

La défaite historique qui a représenté la restauration du capitalisme dans les années 90 n'a pas commencé en 1989 mais entre 1923 et 1927. Une caste bureaucratique engendrée par l'état arriéré de la Russie a opéré une contre-révolution politique. Au milieu des années 30, il était impossible que la classe ouvrière reprenne le pouvoir sans une révolution politique, sans un renversement insurrectionnel de la dictature bureaucratique.



Malgré les succès obtenus lors des premières phases de l'industrialisation et pendant la reconstruction d'après-guerre, la planification de commandement bureaucratique était fondamentalement incapable de promouvoir la disparition des inégalités sociales. La bureaucratie, dont la base sociale était constituée d'une aristocratie ouvrière composée de travailleurs qualifiés et de cadres administratifs, donnait une priorité absolue au maintien de ses propres privilèges et au maintien d'un appareil répressif énorme afin de défendre son parasitisme monstrueux.

Au bout du compte, en bloquant l'auto-administration de la planification par le prolétariat, les staliniens ont condamné les économies planifiées à la stagnation et à l'effondrement. A partir de 1975-85, la situation est devenue critique. La majorité des bureaucrates staliniens s'est convaincue qu'elle n'avait pas d'autre alternative que d'effectuer un retrait stratégique face aux « forces du marché » victorieuses. Elle n'a cherché qu'à préserver son pouvoir et ses privilèges.

Les libertés limitées et contrôlées de l'ère de la Glasnost (1985-89) ont stimulé la soif des masses pour de pleines libertés politiques — le droit de former des partis politiques, d'avoir accès aux médias, de manifester, voire de choisir le gouvernement lors d'élections libres. Il en allait de même pour le désir de jouir des libertés sociales, culturelles et économiques, notamment pour les jeunes — écouter du rock, voyager à l'étranger, avoir accès à des biens de consommation de bonne qualité, sans rationnement ni queue. Ces revendications sont devenues l'équivalent du « pain, terre et paix » que le stalinisme ne pouvait pas accorder.

Pourtant, contrairement à ce que disent ceux qui pleurent la mort du stalinisme, les soulèvements de masse de 1989-90 n'étaient pas dès le début des contre-révolutions. Comment peuvent-ils expliquer que la classe ouvrière de tels « paradis » socialistes ait renversé leurs propres Etats ? Etait-elle simplement tentée par les plaisirs de la société de consommation ? Etait-elle sans le savoir complice d'une conspiration de la CIA ? En avançant de telles explications, ceux qui pleurent la mort du stalinisme montrent leur dédain total pour la classe ouvrière.

Non, les travailleurs de ces pays avaient pleinement raison de se soulever contre leurs oppresseurs bureaucratiques. La dictature des partis uniques, la pénurie économique chronique, les produits de mauvaise qualité ne pouvaient pas convaincre les travailleurs qu'ils vivaient sous un système progressiste. Mais le triomphe de gouvernements voués à la contre-révolution sociale n'était pas la seule fin possible. Une révolution politique victorieuse, menée par la classe ouvrière, aurait pu transformer les économies planifiées en instruments pour la construction du socialisme. Mais — comme Lénine le soulignait — sans la présence du facteur révolutionnaire subjectif (la classe ouvrière consciente de ses actes), une situation révolutionnaire sera transformée inmanquablement en situation contre-révolutionnaire.

Ceci nous montre qu'il n'y avait pas de processus historique objectif hors la lutte des classes et du parti. Les événements économiques et sociaux ont ouvert des possibilités révolutionnaires, comme en 1953, 1956, 1968, 1970, 1980 et 1989. Mais les êtres humains, les classes et, avant tout, les partis doivent saisir ces possibilités et changer l'histoire, comme l'ont fait Lénine, Trotsky et les Bolcheviks en 1917.

De façon tragique, les classes ouvrières de ces pays,

malgré des luttes importantes durant chaque décennie de l'après-guerre, n'ont pu créer une alternative politique à la fois au stalinisme et à la démocratie bourgeoise et au capitalisme. C'est également la faute des mouvements ouvriers dans les pays impérialistes. Lorsque les frontières et le mur sont tombés, quels étaient les programmes et les forces sur lesquelles pouvaient s'appuyer les mouvements de masse de « l'Est » ?

Les mouvements ouvriers d'Europe occidentale étaient dominés par des éléments droitiers qui, sur la base de la social-démocratie ou de l'eurocommunisme, appuyaient l'économie marchande, la démocratie bourgeoise et l'Etat capitaliste. Au mieux, ils se prosternaient idéologiquement devant le « socialisme de marché » proposé par Gorbatchev. Plusieurs d'entre eux se sont même adaptés au néo-libéralisme de Reagan et de Thatcher.

Même ceux qui se disaient « trotskystes » prônaient non une révolution politique prolétarienne, basée sur la démocratie soviétique retrouvée, comme le proposait Trotsky, mais « l'approfondissement de la glasnost », ou l'introduction de la démocratie formelle (et donc bourgeoise).

Par défaut, des gouvernements contre-révolutionnaires ont pris le pouvoir, mettant en œuvre divers programmes, allant du « big bang » à la privatisation lente avec un fort taux de capitalisme d'Etat. Le retour à « l'économie de marché » fut considéré comme inévitable, sinon désirable, même si des luttes partielles féroces ont montré que les travailleurs étaient prêts à s'opposer petit à petit à certaines conséquences du nouveau marché.

Mais cette victoire politique de la contre-révolution ne signifiait pas l'achèvement de la restauration du capitalisme. L'économie planifiée continuait sous une forme moribonde et déclinante. Les anciennes entreprises, leurs fournisseurs et leurs clients ont continué à produire, répondant à des ordres pour lesquels aucun paiement n'avait été fait. Les prêts de la Banque d'Etat furent étendus sans espoir qu'ils soient remboursés ou qu'ils rapportent des intérêts, afin d'empêcher l'effondrement et des mouvements sociaux.

Aujourd'hui même dans les Balkans et les pays non-Russes de la CEI, un capitalisme semi-colonial, stable mais faible, n'a pas encore surgi des décombres économiques. Il en va de même pour la Russie, même si nous ne pouvons exclure qu'un Etat impérialiste faible ne naisse du processus de restauration.

A Cuba, en Chine, au Vietnam et en Corée du Nord, les dictatures staliniennes cherchent à garder jalousement leur monopole du pouvoir politique, même lorsqu'elles ouvrent leurs économies à l'impérialisme. Dans ces pays, la révolution politique garde toute sa pertinence et son urgence afin de préserver les acquis des révolutions contre l'impérialisme et empêcher le renversement de l'économie planifiée.

Mais, par nature, la forme transitoire d'un Etat ouvrier moribond ne peut durer éternellement. Après seulement quatre années, le capitalisme a fini par être restauré dans les Etats baltes, en Pologne, en Hongrie, en Slovaquie et dans les Républiques Tchèque et Slovaque, malgré la résistance ouvrière, déterminée mais politiquement aveugle. Ceci représente une défaite historique pour la classe ouvrière : elle devra à nouveau abolir la propriété privée capitaliste, établir des agences centrales de planification (démocratiques cette fois-ci) et un monopole d'Etat sur le commerce extérieur,

mesures sans lesquelles la transition vers le socialisme est impossible.

Les racines de cette défaite remontent aux années 20, lorsque le stalinisme a imposé aux travailleurs de l'URSS une défaite historique. A travers ce que Trotsky appelait une série de « guerres civiles mineures » contre l'aile gauche du PCUS, des soviets et des syndicats, l'avant-garde a été exécutée, emprisonnée ou exilée, et à travers ce processus la conscience de classe indépendante des travailleurs a été détruite pour une génération ou plus.

Mais le paradoxe de cette défaite historique que représente le triomphe du capitalisme dans ces pays est qu'elle coïncide avec la remontée de l'organisation et de l'action indépendantes des travailleurs dans les ex-Etats stalinien. Si l'une des conséquences du stalinisme a été, en général, le peu de résistance organisée et consciente contre les mouvements restaurationnistes, sa mort crée les conditions d'une reprise de l'action indépendante de classe.

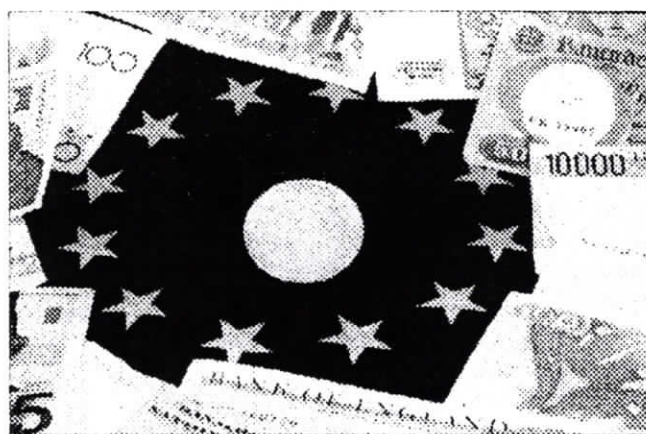
C'est ce que montre le cas de l'Albanie, et l'insurrection contre le régime corrompu de Berisha. En très peu de temps, le pouvoir étatique a été complètement affaibli, à tel point que le régime a été obligé de demander l'intervention de l'impérialisme pour rétablir l'ordre. Les masses albanaises voulaient plus que telle ou telle réforme ou le retrait de telle ou telle mesure : elles voulaient mettre fin au système politique dictatorial et corrompu.

Mais l'insurrection albanaise était politiquement aveugle car elle n'avait pas d'idée claire de sur comment remplacer le régime et par quoi. En deux mots, il manquait un programme combiné pour la révolution sociale et politique. Il n'y avait pas une direction capable d'apprendre au mouvement ouvrier les leçons historiques nécessaires. C'est ce qui explique pourquoi l'insurrection n'a pu dépasser le stade de la dualité du pouvoir — d'un côté il y avait les forces loyales à l'élite dirigeante, de l'autre les masses armées, sans qu'une victoire finale soit atteinte. Mais une révolution ouvrière (et non pas un simple changement d'élite dirigeante) n'est possible que lorsque les masses se sont armées d'un programme et d'un parti révolutionnaires.

Les contradictions fatales du capitalisme

Malgré toutes les victoires obtenues par le néo-libéralisme depuis 15 ans, le capitalisme n'est pas parvenu à sortir de la longue période de chômage de masse, de productivité faible et d'amoindrissement des profits qui a débuté en 1973 lors de l'effondrement du boom d'après-guerre. Ceci malgré l'apparition de vagues massives de renouvellement technologique et l'ouverture aux sociétés multinationales des marchés semi-coloniaux.

La recherche par l'impérialisme d'une solution à long terme à sa crise de croissance et de rentabilité a accéléré de façon massive la « mondialisation » du capitalisme. Ces développements comprennent la croissance continue des sociétés multinationales géantes face aux économies des Etats-nations, l'expansion massive de l'investissement direct étranger, et l'explosion de la spéculation sur les marchés financiers et



monétaires.

Mais cette mondialisation intensifiée n'est ni un phénomène nouveau ni l'indication que le capitalisme a, d'une manière quelconque, surmonté ses contradictions. En fait, c'est une expression du caractère fondamental du capitalisme à l'époque impérialiste. Tandis que les forces productives continuent à se heurter aux frontières des Etats-nations, dans le même temps le capitalisme cherche à ériger de nouvelles frontières, élargies, au commerce et à l'investissement, sous la forme de blocs régionaux (ALENA, UE, Japon/Pacifique). Dans toutes ces zones, le commerce et l'investissement ont crû plus rapidement à l'intérieur du bloc qu'entre ces derniers. A leur tour, ces blocs préfigurent des conflits commerciaux, diplomatiques voire militaires à venir.

L'ouverture de l'économie mondiale a aussi accentué la vulnérabilité de tous les Etats devant la transmission rapide des chocs d'un bout du système à l'autre, exacerbant ainsi encore plus les contradictions régionales et nationales. Ni les ressources conjointes des agences internationales (FMI, Banque mondiale), ni les réserves des principales économies impérialistes ne sont suffisantes pour l'empêcher.

D'autres dépressions industrielles à l'échelle planétaire, d'autres krachs financiers sont inéluctables, produisant dans les pays impérialistes des situations révolutionnaires et pré-révolutionnaires, similaires dans leur échelle et leur fréquence à celles qui ont marquées la première moitié du vingtième siècle. Elles feront croître également la menace d'un conflit entre les blocs impérialistes.

Dans les années à venir, c'est la lutte pour former ces blocs — aux frais de la classe ouvrière, bien entendu — qui sera centrale. Les frictions conduisant à la guerre se masqueront derrière les conflits entre pays gendarmes et pays semi-coloniaux dépendants de la sphère impérialiste.

Dans les années 90, le développement semi-colonial a été caractérisé d'un côté par une perte de vitesse collective face à la vingtaine de pays impérialistes, et de l'autre par une inégalité massive et croissante entre les semi-colonies. Plusieurs pays sub-sahariens sont complètement marginalisés par rapport à l'activité économique globale.

Depuis 15 ans, l'Amérique latine a subi une politique économique néo-libérale, basée sur une réorientation vers les exportations, des restrictions budgétaires sauvages, la réduction des impôts et une déflation généralisée. Pour les masses, il en a résulté une inégalité sociale massive, une augmentation énorme de la pauvreté absolue et un déclin généralisé de la rentabilité et de la part du marché de l'investissement et de l'industrie.

Les régimes semi-coloniaux bourgeois tels que l'Irak ou la Libye qui ont refusé le contrôle total des impérialistes sur leurs affaires économiques, ont été les victimes d'attaques militaires, d'intimidations ou de boycotts.

En Chine et dans une poignée de pays de l'Est Asiatique seulement, le capital multinational a conduit à une croissance fébrile et inégale, compensant le faible niveau d'investissement accordé aux semi-colonies par les impérialistes. Tôt ou tard, les limites de cette forme de croissance apparaîtront, comme l'a montré l'effondrement de la monnaie malaise, en raison du manque d'accès aux technologies les plus modernes, maintenant la subordination de ces pays.

Mais la crise structurelle, sur le long terme, du processus d'accumulation à l'échelle mondiale, ne peut être résolue en faveur de la classe capitaliste qu'en infligeant à la classe ouvrière des pays impérialistes et des semi-colonies les plus développés des défaites stratégiques, voire historiques, et en révolutionnant la production et l'aménagement de l'équilibre économique et politique international entre les principaux pays capitalistes. Sans cela, le capitalisme ne pourra sortir du désordre mondial actuel.

Une crise approfondie de la stratégie et de la direction bourgeoise exacerbe les problèmes auxquels est confrontée la classe capitaliste. Dans le plupart des Etats de l'Europe continentale, ainsi qu'au Japon et en Corée, la collaboration de classe institutionnalisée instaurée après guerre, a fait naître des partis politiques, des relations industrielles et des constitutions qui aujourd'hui sont incapables d'imposer des défaites stratégiques à la classe ouvrière.

De plus, dans les pays où le néo-libéralisme a obtenu ses premiers triomphes (USA, GB), les partis bourgeois clefs sont confrontés à des crises profondes.

L'effondrement du « nouvel ordre mondial »

Le nouvel ordre mondial est, en fait, caractérisé par un désordre beaucoup plus grand que celui qui marquait le système de la guerre froide (1945-1989). Il est marqué par des frictions inter-impérialistes croissantes, par l'effondrement des Etats multinationaux ou ethniquement hétérogènes, par la menace de guerre entre les puissances semi-coloniales et par la croissance des mouvements religieux ou racistes.

L'impérialisme nord-américain a gagné la guerre froide et en a profité. Son objectif actuel est de consolider son hégémonie sur les autres grandes puissances afin d'empêcher l'apparition de rivaux. Il s'est servi de son renforcement pour intimider Cuba et briser toute résistance à l'intégration économique au sein des classes dirigeantes du Mexique et d'Amérique du Sud (ALFNA, Mercosur), intégration dont les principales bénéficiaires sont les sociétés multinationales nord-américaines.

Il s'est servi de l'effondrement de l'URSS pour renforcer son contrôle sur l'ONU, avançant où il peut ses ambitions impérialistes derrière la façade de cette agence mondiale et de l'OTAN. Il a tiré avantage des divisions entre les puissances de l'UE afin d'imposer les objectifs de sa politique étrangère dans les Balkans, en Afrique et au Moyen Orient, souvent

contre le gré de l'Europe. Les USA obligent le Japon à financer une armée d'occupation, empêchant la naissance d'une armée impérialiste rivale et protégeant les intérêts des USA dans le Pacifique face à une Chine de plus en plus militarisée.

En utilisant la force militaire et la pression diplomatique, les USA ont cherché à stabiliser et à neutraliser l'opposition à la domination impérialiste. La Guerre du Golfe a représenté la plus grande victoire des USA ; dans l'élan du nouvel ordre mondial (1991), les USA n'ont rencontré aucun obstacle. Ils ont écrasé les ambitions personnelles de Saddam Hussein, préservé les ressources stratégiques du pétrole, lié les pays arabes conservateurs aux USA et fait en sorte que leurs alliés paient la facture de la victoire, une victoire que tous les socialistes et les anti-impérialistes devaient chercher à empêcher en appuyant la victoire de l'Irak lors de l'affrontement avec les USA, l'ONU et l'OTAN.

En Palestine, l'administration foncièrement pro-sioniste de Clinton a appuyé le ralliement de l'OIP à une « solution » sioniste aux aspirations nationales du peuple palestinien — solution qui, bien entendu, ne constitue que le reniement de ces aspirations.

L'effondrement de l'URSS et du pacte de Varsovie a engendré plusieurs crises nationales que la dictature bureaucratique n'avait pu qu'étouffer mais non résoudre. Suite à la fragmentation des bureaucraties, les nouvelles élites régionales et locales ont glorifié la défense des sentiments nationaux, réels ou imaginaires.

Lors des guerres yougoslaves (1991-1995), les principales victimes furent la population musulmane de la république de Bosnie-Herzégovine et leurs alliés parmi les communautés serbes et croates qui ont cherché à maintenir le caractère multi-ethnique de la Bosnie. Face aux tentatives de la Serbie et de la Croatie de les détruire en tant que communauté et de se partager l'ancienne république, la défense légitime de la population bosniaque a soulevé la sympathie générale du mouvement ouvrier international, et la solidarité active de son avant-garde. Les dirigeants musulmans bosniaques, abandonnant de plus en plus la multi-ethnicité de la Bosnie en faveur de l'Islamisme, ont ensuite demandé l'aide de l'impérialisme US pour résister au génocide organisé par les Serbes et les Croates.

En Tchétchénie, le chauvinisme russe s'est exprimé de plein fouet. Dans les républiques baltes et en Arménie, Eltsine



— tout comme Gorbatchev — s'est montré l'ennemi des minorités nationales et l'agent du chauvinisme grand-russe. Le combat légitime pour chasser les troupes russes des républiques non-Russes et pour l'autodétermination, tout en luttant contre toute manifestation de discrimination et d'oppression vis à vis des autres groupes minoritaires, a entraîné la solidarité des révolutionnaires du monde entier.

Ailleurs, les alliances scellées à l'époque de la Guerre froide entre l'impérialisme et des dictateurs ont été affaiblies. En l'absence d'une direction révolutionnaire, les guerres ethniques — manifestation de l'hostilité des peuples opprimés devant l'arbitraire des frontières, la stagnation économique et la marginalisation, se développent.

Le nouvel ordre mondial, même s'il peut, comme lors de la guerre du Golfe, « créer la dévastation et l'appeler paix », ne peut apporter la justice, ni l'amélioration des conditions économiques, sociales et politiques de l'humanité. L'impérialisme, par contre, établit une série d'alliances avec des régimes réactionnaires afin de piller les matières premières et exploiter la force de travail « peu chère » des semi-colonies. En maintenant ces régimes il favorise les divisions entre les peuples, fragmente les nations, écrase les mouvements ouvriers.

Ce nouvel ordre mondial est donc totalement instable et sous pression constante. C'est pour cette raison que les USA ne sont pas allés jusqu'à renverser Saddam Hussein : ceci aurait ouvert la voie au mouvement de masse démocratique des Kurdes pour l'unité et l'indépendance contre d'autres Etats-clients des impérialistes dans la région.

Les guerres, les invasions et les génocides qui ont marqué les cinq dernières années vont se poursuivre voire s'intensifier. Seule la classe ouvrière, et son projet historique, peuvent fournir une solution démocratique à l'oppression nationale, raciale et sexuelle. Un Etat ouvrier, basé sur les conseils ouvriers, garantirait l'autonomie ou l'indépendance totale à toute les nationalités opprimées, selon leur volonté.

Le mouvement ouvrier mondial et la crise de direction renouvelée

Les défaites et les retraites subies par les mouvements ouvriers et anti-impérialistes pendant la dernière décennie n'étaient pas inévitables. Elles n'indiquent pas une incapacité inhérente de la classe ouvrière à s'attaquer et à détruire le capitalisme. Elles sont directement imputables à des opportunités qui ont été volontairement gâchées, à la division, aux trahisons ouvertes infligées à la classe ouvrière par sa direction officielle.

L'effondrement du stalinisme et l'accélération de l'embourgeoisement de la social-démocratie ont réduit la puissance et le prestige des principaux agents de la bourgeoisie au sein des mouvements ouvriers du monde. Ceci a créé une crise profonde de stratégie, de tactique et d'organisation qui devient évidente pour des millions de travailleurs.

Néanmoins, il serait erroné de proclamer la mort du stalinisme, et encore moins celle de la social-démocratie. Qu'ils soient marqués par une mutation vers la social-démo-



cratie ou non, certains partis staliniens sont toujours forts dans des pays aussi variés que le Japon, la Turquie, le sous-continent indien et la Russie. Malgré leur rhétorique (et parfois leur action) militante, ils demeurent des partis totalement réformistes, électoralistes. Malgré leurs régimes internes dictatoriaux et leur implication dans les crimes des bureaucraties des Etats ouvriers dégénérés, ils ne sont pas, sur le fond, différents des partis sociaux-démocrates. Pour utiliser la phrase de Lénine, ce sont des partis ouvriers bourgeois.

En Grande Bretagne et en France, des gouvernements sociaux-démocrates sont récemment arrivés au pouvoir à cause du discrédit des partis ouvertement bourgeois. L'expérience de ces partis, qui au pouvoir agissent comme des serviteurs loyaux du capitalisme et de l'impérialisme, conduira inévitablement à la désillusion de millions de travailleurs qui constituent leur base sociale.

Mais pour entraîner cette base ouvrière à rompre avec le réformisme, il faudra l'intervention active des révolutionnaires, dénonçant à la fois les réformistes et leur politique anti-ouvrière, leur soutien servile à l'impérialisme, et s'organisant dans le même temps pour répondre aux revendications des travailleurs en lutte. C'est ainsi que leur trahison deviendra la cible de la base mobilisée, qui, rompant avec sa direction, pourra se tourner vers ceux qui avancent une stratégie alternative, basée sur le combat pour le véritable pouvoir ouvrier et ne briguant pas l'occupation d'un strapontin ministériel au service des patrons.

Dans plusieurs pays semi-coloniaux, les paysans pauvres et sans terre sont venus s'entasser par vagues dans les cités, augmentant la masse semi-prolétarienne ou sous-prolétarienne de villes, ouverte autant à l'idéologie de partis réactionnaires qu'à celle de partis progressistes. Les démagogues populistes ont ainsi prospéré, tout comme les partis intégristes. Mais ces forces ne pourront pas toujours tromper la population appauvrie, qui représente toujours un danger explosif au cœur du capitalisme semi-colonial. Les récentes rébellions et insurrections spontanées en Amérique latine et en Afrique le montrent clairement.

Malgré l'importance des revers subis ces dernières années, les premiers signes d'une vague puissante de résistance sont déjà visibles sur la plupart des continents. En Corée, en Argentine, en France, les travailleurs ont déclenché des grèves de masse contre les mesures d'austérité dictées par le FMI et contre les menaces de privatisation.

Depuis 15 ans, les pays du Sud-Est et de l'Est ont vécu une histoire quelque peu différente. Au début des années 80, dominés par des régimes dictatoriaux, voués à un développement capitaliste, basé sur les bas salaires et une technologie importée, ils ont atteint de très forts taux de croissance.

Mais le développement capitaliste crée toujours son propre fossoyeur. Dans tous ces pays, une classe ouvrière industrielle numériquement forte se construit rapidement.

En Corée, dans la deuxième moitié des années 80, un mouvement démocratique de masse, dirigé par les étudiants s'est lié au mouvement ouvrier. Cet événement a obligé les militaires à se retirer du pouvoir et a permis d'arracher des libertés démocratiques. Un mouvement syndical indépendant et militant est né ; la bourgeoisie cherchant à l'étouffer, a provoqué le puissant mouvement de grève de 1996-97.

Partout dans la région, de nouvelles organisations ouvrières sont créées dans des conditions illégales ou semi-légales. En Indonésie, où un mouvement syndical indépendant contre le bonapartisme sénile du dictateur Suharto s'est développé, un syndicalisme apolitique ou lié aux partis ouvriers réformistes n'est guère imaginable. Il faudra des luttes révolutionnaires pour écraser des régimes despotiques comme ceux de la Chine ou de l'Indonésie, ou pour simplement ouvrir la voie à des « syndicats libres ».

La bourgeoisie européenne, elle, doit faire face à une classe ouvrière hautement organisée, qui défend des acquis sociaux et économiques toujours intacts. Mais la concurrence croissante entre les blocs l'oblige à aller vers une confrontation décisive avec la classe ouvrière sur la question du coût du travail et de l'Etat providence.

Aux USA, la lutte été ouverte par les syndicats, actuellement renforcés après le retour de la croissance économique du pays. Certaines luttes (p. ex. General Motors, 1996 ou UPS, 1997) montrent une rupture avec le « syndicalisme corporatiste », ainsi que le renforcement des mouvements oppositionnels au sein des syndicats (« directions nouvelles »), et le soutien ouvert de certains syndicats à la formation du Labor Party.

Malgré ces tendances positives, les anciennes et nouvelles avant-gardes doivent de plus en plus développer une stratégie et une tactique pour combattre la montée des partis racistes et fascistes dans les pays impérialistes. La politique réactionnaire des gouvernements bourgeois — chômage de masse, destruction de la sécurité sociale — a créé dans les centres urbains un réservoir énorme de travailleurs déclassés et de petits bourgeois amers.

Dans les années 90, les contrôles renforcés sur l'immigration, la brutalité policière contre les travailleurs immigrés, les attaques contre les demandeurs d'asile et le harcèlement d'Etat des travailleurs immigrés ont conduit à couvrir la violence raciste exercée par les partis d'extrême droite vis à vis des immigrés et à accroître leur influence électorale (p. ex. la croissance du FN en France). Les révolutionnaires doivent soutenir sans condition l'autodéfense face à la violence raciste. De même, ils doivent lutter pour une politique militante anti-raciste au sein du mouvement ouvrier des pays impérialistes — y compris en empêchant, par l'action directe, les activités et la propagande des fascistes et des racistes organisés.

Partout sur la planète, des mouvements de guérilla nationalistes et « communistes » ont abandonné la lutte armée, proclamant une stratégie pacifique et la réconciliation nationale. Les zapatistes sont présentés comme le modèle de cette nouvelle approche. Mis à part l'admiration des médias, ils ont peu gagné dans cette nouvelle stratégie.

Dans les pays semi-coloniaux, les oligarchies locales soutenues par l'impérialisme n'ont rien concédé aux guérillas

dans la mise en œuvre des processus de paix. Les guérillas ont participé avec enthousiasme à ces processus même lorsqu'ils n'étaient qu'une couverture à la capitulation physique et idéologique totale : l'OLP, l'IRA, l'UNRG (Guatemala) et le FMLN (Salvador) ont suivi cette voie. De plus, ces trahisons n'ont suscité aucun remous à l'intérieur de ces mouvements.

L'ANC a conduit le mouvement de masse contre l'apartheid à suivre une voie similaire, détournant la lutte révolutionnaire des travailleurs noirs et des masses des « townships » vers un accord négocié. La bourgeoisie sud-africaine et ses partisans aux USA et en Europe étaient assez satisfaits de protéger le capitalisme et ont volontairement sacrifié l'apartheid pour le développement de la puissance économique régionale de l'impérialisme sud-africain et son hégémonie politique. Tandis que les espoirs des masses ont été détruits, un petit secteur de l'ancienne direction de la résistance noire est en train d'être incorporé dans une nouvelle classe dirigeante de l'après-apartheid.

Le stalinisme n'a pu se ménager un avenir plus certain : d'une mutation vers la social-démocratie ou le libéralisme, à la dissolution pure et simple. Quelques uns (Rifondazione, PDS) sont des copies diluées de leurs anciennes formes — social-démocratisées et prêts même à s'allier avec des forces centristes pour chercher se renforcer — mais gardant aussi leur fidélité au « socialisme » sans pouvoir l'expliquer de manière cohérente.

Ils ont ainsi constitué un pôle d'attraction à gauche, dans les pays où ils avaient de l'influence (faible en Grande-Bretagne, significatif dans certaines régions de l'Allemagne, forts en Italie et en Espagne). Des évolutions importantes dans les rapports organiques entre partis réformistes et syndicats, dues à de nouvelles ruptures avec les traditions fondamentales des mouvements ouvriers nationaux, conduiront dans les années à venir à des scissions qui pourront profiter aux révolutionnaires.

Dans le contexte d'une reprise des luttes de masse spontanées contre l'exploitation et l'oppression partout dans le monde, indiquant le début d'une reprise du militantisme et de la conscience, il existe la possibilité réelle de recréer un mouvement ouvrier révolutionnaire purgé de la social démocratie, du stalinisme, du nationalisme bourgeois et petit-bourgeois.

Cette tendance a aussi encouragé des réformistes de gauche et des centristes droitiers à promouvoir la fondation de partis afin de remplir le vide réformiste. La plupart de ces « alternatives » ont copié tous les vices du réformisme (électoratisme, nationalisme, bureaucratisme, subordination à la bureaucratie syndicale) sans pouvoir l'égaliser dans le seul domaine qui fut sa force — ses liens organiques de masse avec la classe ouvrière.

De tout temps, les partis réformistes et les bureaucraties syndicales ont négligé, voire rejeté, la masse de ceux qui sont socialement opprimés sous le capitalisme — les femmes, les jeunes, les minorités nationales et raciales, les gays et les lesbiennes. Ces partis ont refusé de soutenir, et encore moins de diriger, leurs combats justifiés contre la violence, la discrimination, le racisme, la surexploitation, l'inégalité et l'homophobie. En conséquence, des idéologies petites-bourgeoises ont dominé pendant les années d'après-guerre les mouvements des opprimés.

Comme toutes véritables luttes contre l'oppression gé-

née par le capitalisme et la société de classes, ces idéologies (p. ex. le féminisme, le nationalisme noir) contiennent un élément progressiste : l'exigence de l'égalité au sein du capitalisme, le combat pour l'auto-organisation, la lutte contre les préjugés, y compris ceux qui existent au sein du mouvement ouvrier. Dans les années 60 et 70, dans plusieurs pays impérialistes et dans une poignée de pays semi-coloniaux, ces idées ont débouché sur des mouvements de masse des opprimés.

Mais dans les années 80 et 90, ces mouvements ont décliné, du fait de leur incapacité à lier leurs luttes à l'objectif de la révolution prolétarienne — l'abolition du capitalisme. Dans une période de régression sociale et de crise de l'impérialisme, le refus d'une telle orientation impliquait le refus d'attaquer les fondements et les causes de leur oppression. Tandis que les mouvements dégénéraient, certains fragments se sont incorporés aux partis officiels et aux gouvernements nationaux ou municipaux ; d'autres fragments se sont consciemment dépolitisés et se sont repliés sur eux-mêmes, cherchant à ignorer ou éviter l'oppression plutôt que la combattre.

Ce déclin a conduit à la recrudescence des préjugés arriérés et réactionnaires au sein de la société bourgeoise et des mouvements ouvriers. Tandis que certaines réformes étaient accordées du fait de l'action de ces mouvements (p. ex. une proportion accrue de femmes au travail, l'égalité salariale, la dépénalisation de l'avortement, le retrait des lois ouvertement discriminatoires), la plupart des revendications sont restées insatisfaites. La montée du sexisme, de « l'anti-féminisme », sont une conséquence de l'absence d'un mouvement de masse affrontant les préjugés.

Pourtant, la tâche n'est pas de réinventer les idéologies petites-bourgeoises des opprimés, mais de construire des mouvements de masse qui peuvent mobiliser les victimes de l'oppression sociale sur une base de classe, intégrant les luttes des opprimés dans le combat pour renverser le capitalisme.

La tâche centrale des révolutionnaires, sans attitude sectaire, est d'entrer au sein de chaque mouvement de masse qui évolue vers l'action et l'indépendance de classe contre l'oppression afin de le gagner à un programme révolutionnaire et à la structure centralisée et disciplinée nécessaire pour diriger la lutte pour le pouvoir.

Le centrisme

Le centrisme — révolutionnaire en paroles, réformiste en actes — demeure un obstacle majeur sur la voie de la construction d'une nouvelle direction révolutionnaire. Les revers subis par les forces ouvrières et populaires dans la récente période, et l'évolution droitnière des bureaucraties réformistes et stalinienne, ont conduit la plupart des centristes à abandonner leur rhétorique révolutionnaire devenue inutile.

Parce qu'ils se sont adaptés à l'une ou l'autre des variantes du stalinisme, les principaux courants internationaux se réclamant du trotskysme sont dans une crise profonde depuis les événements de 1989-1991. Ils ont développé deux perspectives qui semblaient opposées, l'une totalement optimiste (« la révolution de février à l'échelle internationale a commencé ») l'autre profondément pessimiste (« l'époque d'octobre est terminée »).

Mais ces deux conduisent à la même conclusion : l'ef-

fondement du stalinisme et l'évolution droitnière de la social-démocratie exigent un repli stratégique vers la formation de partis (et d'une Internationale) larges, composés de « révolutionnaires » et de réformistes.

Malgré des prétentions malhonnêtes au modèle de la Première Internationale, leur modèle est en fait la Deuxième Internationale : les lambertistes, les morénistes, le SUQI, le CIO et les restes du healysme ont tous proposé de tels projets ces cinq dernières années. Certains comme le SUQI, cherchent à le réaliser en pratiquant l'entrisme dans les partis de gauche, qu'ils soient staliniens ou socialistes (Rifondazione, SLP etc).

La tâche des révolutionnaires n'est pas de collaborer avec des « théoriciens » ex-staliniens en abandonnant le bolchevisme et le legs de la révolution d'octobre ni l'isolement sectaire. Nous devons mettre en avant notre propre méthode vers la recomposition de l'avant-garde, en tenant bien compte du fait que la situation a changé.

Les schémas du SUQI — probablement la plus grande et la plus connue des « Quatrième Internationales » — ont connu un échec important. L'incapacité de toutes les ailes de la bureaucratie stalinienne à diriger un combat pour défendre les rapports de propriété planifiés, a détruit leurs perspectives. Le refus initial de voir la possibilité réelle de la restauration du capitalisme a bientôt conduit, lors de son 14^e Congrès Mondial, à un pessimisme profond à propos des perspectives pour le socialisme.

Ils ont avancé que l'effondrement du stalinisme fait en sorte que les anciennes divisions entre réforme et révolution sont devenues caduques, que l'époque de 1917 est terminée. Les conclusions opportunistes sont claires : la fusion organique avec toute force réformiste de la bureaucratie ouvrière disponible. Dans sa vie interne, le SUQI est toujours marqué par un fractionnalisme permanent, par un manque de discipline qui est devenu une véritable institution, et par les dernières modes sceptiques petites-bourgeoises.

La crise de la LIT — qui avait commencé avant l'effondrement du stalinisme — s'est accentuée lors des événements qui ont suivis. Aujourd'hui, ses perspectives sont marquées par un pessimisme profond, conduisant à un opportunisme droitier vis à vis des dirigeants établis du mouvement ouvrier réformiste.

Dans le même temps, une myriade de petites sectes stalinophiles a suivi la bureaucratie stalinienne jusqu'au bout, se discréditant aux yeux de ceux qui ont détruit cet édifice monstrueux de répression. Défendant la répression des nationalités luttant contre la Russie (LCI-Spartaciste), étant aux côtés des staliniens durs en août 1991 (TBI, IBC), ou de la Serbie lors des guerres en Bosnie, au nom de l'anti-impérialisme ou du socialisme (LCCI).

Dans les années 90, le CIO a été, pour sa part, complètement désorienté par l'évolution des principaux partis ouvriers bourgeois dans les centres impérialistes. Il avait parié sur la radicalisation de ces partis, espérant une adhésion massive de la classe ouvrière et la possibilité pour les pôles « marxistes » de rafler la mise. Ce mauvais pari ayant échoué, ces opportunistes désillusionnés sont devenus des sectaires impatientes à l'égard des principaux partis ouvriers bourgeois, les considérant comme des partis ouvertement bourgeois.

En même temps, ils ont reporté leur opportunisme vers des partis sociaux démocrates de gauche (et ex-staliniens)



(Espagne, Italie), ou se sont reconstruits comme des partis réformistes (G-B) là où ils n'avaient pas d'autre choix. Tout naturellement, ce discrédit et cette désorientation ont touché tous ceux qui, à un degré ou un autre, avait de l'espoir dans le caractère socialiste ou démocratique du stalinisme (ou des fractions réformatrices de ce dernier) — soit comme des partis au pouvoir.

Ceux qui, à un certain point, se sont immunisés contre ce virus (OSI, LO), ont grandi en taille et/ou en influence électorale. Ceci montre au moins que ce n'est pas l'effondrement du stalinisme qui empêche la croissance de la gauche, mais des perspectives politiques fausses qui avaient tout misé sur des développements favorables au sein du stalinisme.

L'OSI dans son centre britannique évite toujours une réélaboration marxiste sérieuse en avançant sa théorie du capitalisme d'Etat « justifiée » dans la chute du stalinisme et se distingue par une attente économiste de la prochaine montée de luttes économiques.

Néanmoins, quelques sections satellites de l'OSI sont désorientées, suite aux crises et aux scissions de la dernière période. Mais jusqu'à présent toutes ces scissions ont été stériles, virant souvent vers la droite, adoptant parfois de pires positions que leur parent politique.

On ne construira pas une nouvelle internationale à partir des débris des courants trotskistes actuels, ni avec ceux qui essaient de retrouver la « vérité originelle » de leurs « traditions », celle du trotskysme dégénéré d'avant. Cette tradition, qui chante les louanges du processus objectif, qui copie la dernière mode du réformisme ou qui suit d'une façon économiste les luttes syndicales, est condamnée par l'histoire.

Seuls les courants qui ont le courage de rompre avec la politique menée ces quarante dernières années, qui reprennent à la méthode de Trotsky et de Lénine et qui s'attaquent de façon créative, aux tâches de la période à venir, pourront attirer la jeunesse radicalisée et la nouvelle avant-garde militante de la classe ouvrière.

On peut reconnaître ces tendances à leur volonté de discuter et de clarifier le plus vite possible la base d'un nouveau programme, à leur volonté de mener en même temps une action commune dans la lutte de classe et à leur internationalisme actif dans la pratique.

Tout aussi important, la volonté, sur la base d'un accord programmatique, de faire des pas concrets vers le centralisme démocratique international. Tous les projets de « regroupement » basés sur des accords « diplomatiques » autorisant toutes sortes de désaccords, ou sur l'autonomie nationale, sont voués à l'échec. Pire, ils sont un obstacle à l'internationalisme.

Pour toutes les tendances, y compris la LICR, la preuve la plus importante réside, dans leur capacité à gagner les forces nouvelles — la jeunesse et des travailleurs militants — au mouvement révolutionnaire, à mobiliser les forces qui existent déjà qui doivent être arrachées au sectoralisme, au réformisme de gauche renouvelé, au néo-stalinisme, à l'anarchisme et au centrisme.

Les tendances qui croissent et qui gagnent de nouvelles forces saines, qui tirent les leçons de la nouvelle période riche en possibilités révolutionnaires, seront mieux armées pour surmonter les obstacles qui se dressent sur la voie de l'unité internationale révolutionnaire.

Pour le moment, les forces révolutionnaires capables d'appliquer le marxisme, le léninisme et le trotskysme à la nouvelle période, de manière créative, sont toujours très faibles. Leurs tâches sont, avant tout, de s'unir au sein d'une tendance internationale centraliste-démocratique, sur les bases d'un accord avec un programme d'action révolutionnaire ciblé sur les tâches brûlantes de l'heure. Il ne peut y avoir de fusion internationale solide et durable sans accord programmatique solide.

Tous les accords diplomatiques ou consensus obtenus sur la base des programmes ou principes historiques exploseront au premier test sérieux. Il serait également futile de chercher à construire d'abord des sections nationales et directions « fortes », et « ensuite » chercher à les unifier au sein d'une Internationale.

Ce n'est qu'une manière déguisée de se focaliser sur ses spécificités nationales dans les domaines du programme et de la construction du parti. Le développement du programme et la mise en place de directions nationales et internationales sont des tâches parallèles.

Il faut lutter également pour que le programme révolutionnaire soit enraciné dans la lutte de classes, pour gagner les

combattants de l'avant-garde ouvrière et des opprimés à ce programme. Notre tâche est de montrer à ces militants la nature d'une véritable politique ouvrière, à l'opposé des manœuvres centristes.

Notre méthode est claire et simple : nous analysons et nous apprenons des luttes historiques de la classe ouvrière, à l'échelle mondiale. Nous formulons des tactiques sur la base de ces leçons, et nous intervenons dans la lutte de classe en expliquant comment gagner. Dans les années à venir, ce travail doit permettre de créer des partis d'avant-garde, les sections nationales d'une nouvelle Internationale révolutionnaire, liées par des méthodes d'organisation léninistes.

Les bases de tels partis existent aujourd'hui. Les travailleurs européens qui ont combattu le coût de la monnaie unique, les travailleurs d'Amérique latine qui luttent contre les populistes discrédités et la politique du FMI, les syndicalistes combattifs de Corée du Sud, ceux qui combattent le prix inacceptable de la restauration capitaliste, de l'Albanie à la Chine.

On peut aussi les trouver dans les rangs de ceux qui aujourd'hui sont attirés par les « nouveaux » partis réformistes et post-staliniens tels que le Labor Party (USA), le SLP (G-B), Rifondazione (Italie) ou l'IU (Espagne). Ici, la tâche est de gagner ces travailleurs à la construction de fractions révolutionnaires, combattant les trahisons des directions réformistes.

Conclusion — un nouveau programme et un nouveau parti de la révolution mondiale

Les dernières années du vingtième siècle seront marquées par une lutte de classe plus aiguë en Europe, dans l'Est asiatique, et en Amérique latine, par des crises révolutionnaires dans ce qui reste des Etats ouvriers dégénérés, par des actions défensives explosives dans les Etats ouvriers moribonds, et par les premières luttes d'un mouvement ouvrier régénéré dans les nouvelles semi-colonies de l'Europe centrale. Des guerres sanglantes en Afrique sub-saharienne, au Moyen Orient, dans la mer Égée, dans le Sud et l'Est asiatique, sont en gestation et peuvent déboucher sur des situations révolutionnaires.

La classe dirigeante ne pourra plus mettre tout sur le dos des « legs du communisme » et ses crimes et son incompetence seront démasquées. Des couches de plus en plus larges vont comprendre que la cause fondamentale de la pauvreté, de l'insécurité, de la guerre, de la maladie, et la destruction de l'environnement est le *capitalisme* — dénué de ses couvertures social-démocrates, nationalistes et démocrates. Ceci ouvre l'appétit, notamment des jeunes, pour la véritable politique révolutionnaire ouvrière.

Les anciennes directions bureaucratiques de la classe ouvrière sont directement responsables des lourdes défaites de la dernière décennie. Leur prestige, qui pendant le long boom était basé sur des acquis ouvriers solides dans toutes les régions du monde, est aujourd'hui détruit. Mais elles ne pouvaient défendre ces acquis, qui n'étaient pas le produit de son action, mais qu'elles avaient tout simplement parasités.

Elles ont abandonné toute prétention à combattre le capitalisme et à le remplacer par un ordre mondial alternatif — le socialisme. Mais le besoin de lutter, de riposter, est plus urgent que jamais. La spontanéité et l'improvisation ne suffiront pas dans les années à venir. Les luttes qui s'annoncent manquent de centralisation, de la compréhension de leur résolution par le renversement du capital et de l'impérialisme.

Seul un nouveau parti mondial de la révolution socialiste peut amener cette centralisation et cette conscience. Afin de faire en sorte que ces luttes connaissent des succès durables, que les acquis partiels soit durables, il faudra dépasser l'idée que toute centralisation est bureaucratique par essence. L'avant-garde actuelle doit devenir la base solide des cadres d'un nouveau parti mondial de la révolution.

Cette nouvelle internationale devra être bâtie sur les bases programmatiques et organisationnelles fermes établies par Lénine et Trotsky. Aucun des événements des huit dernières années n'a invalidé ni le Programme de Transition ni le parti léniniste. A la différence des centristes, nous ne pensons pas qu'il faut confondre réforme et révolution dans une rhétorique utopiste.

Les communistes révolutionnaires n'ont nul besoin de cacher leurs objectifs ni de chercher des blocs stratégiques avec des forces réformistes ou petites-bourgeoises. Ils sont pour le renversement par la force de toutes les oppressions actuelles — pour la dictature du prolétariat comme la seule voie à un ordre mondial sans classes et sans Etat.

Le stalinisme est tombé, et ne renaîtra jamais. Mais les travailleurs de Russie et d'Europe de l'Est, de Chine, du Vietnam, et de Cuba, eux, renaîtront. De la France à la Corée, les travailleurs qui luttent peuvent et doivent apprendre les leçons du stalinisme — comment combattre la bureaucratisation à l'intérieur des organisations ouvrières et des Etats ouvriers.

Même dans les pays où le stalinisme a connu une seconde jeunesse, il n'est pas question qu'il retrouve sa force ancienne. Avec l'effondrement de son « pays d'origine », la perspective d'un Etat ouvrier dégénéré stable n'existe plus.

C'est la tâche des communistes révolutionnaires d'apprendre de ces leçons, de leur donner corps sous la forme de notre programme et notre tactique. Si nous le faisons, il n'y aura pas d'autres Etats ouvriers dégénérés, mais le vingt-et-unième siècle verra des républiques ouvrières démocratiques, conduisant en communisme mondial.

Si tous les combattants de classe sont prêts à avancer sans peur dans la perspective du communisme et de la révolution mondiale, s'unissent dans une nouvelle internationale centraliste démocratique, les décennies du nouveau millénaire seront véritablement l'aube d'une ère nouvelle pour toute l'humanité. ■

**pouvoir
ouvrier** 

n° hors série, octobre 1997
supplément au n° 44

Directeur de publication : S Dande
imp. sp. Pouvoir Ouvrier
Pour tout contact, écrire à
Pouvoir Ouvrier,
BP54-25, 75811 PARIS Cedex 17